

Tendances conjoncturelles 2^e trimestre 2012

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Rechute du climat des affaires

Après deux trimestres d'amélioration, l'indicateur du climat des affaires se dégrade de 9,4 points. Il se situe désormais très en dessous de sa moyenne de longue période, à 86,4 points.

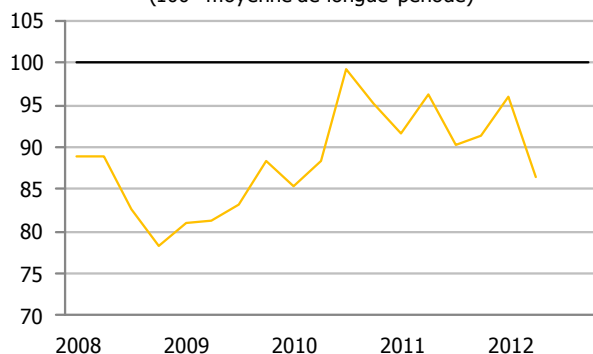
Ce repli tient tant à la situation passée qu'aux prévisions. Si la baisse de l'activité ne s'amplifie pas, les chefs d'entreprises insistent particulièrement sur la réduction de leurs effectifs et l'aggravation de leur situation de trésorerie due à l'allongement des délais de paiement.

Dans ce contexte, les investissements sont toujours limités et les prévisions d'investissement des entreprises sont revues à la baisse pour les douze prochains mois.

La consommation des ménages conserve une orientation toujours défavorable.

Le ralentissement de l'activité reste très marqué dans le secteur du commerce et du BTP. En revanche, le secteur du tourisme affiche de bonnes performances. Aucune reprise d'activité n'est envisagée au prochain trimestre, hormis dans le secteur du tourisme.

**Indicateur du climat des affaires
Polynésie française**
(100=moyenne de longue période)



Source : enquête de conjoncture de l'IEOM

DYNAMISME DE L'ÉCONOMIE AUSTRALIENNE

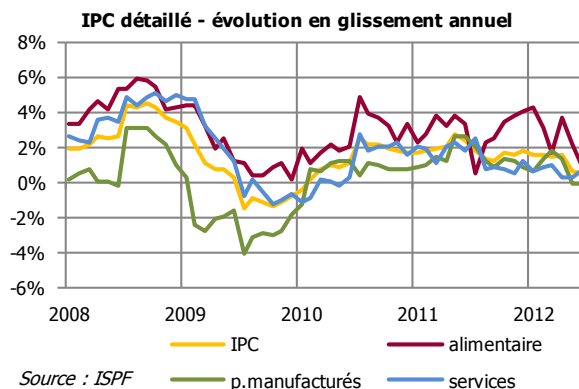
En Australie, le PIB progresse de 0,6 % au deuxième trimestre, après une hausse jugée exceptionnelle de 1,4 % au trimestre précédent. Sur un an, la croissance atteint +3,7 % portée par les dépenses de consommation des ménages. La Reserve Bank of Australia (RBA) a décidé, le 7 août, de maintenir son taux directeur à 3,5 %.

L'activité économique néo-zélandaise s'accroît de 1,1 % au premier trimestre 2012. Les secteurs de l'industrie manufacturière (+2,0 %), des services aux entreprises (+2,0 %) et de l'agriculture (+2,3 %) ont été les principaux contributeurs à cette croissance. Au cours du même trimestre, le dollar néo-zélandais s'est apprécié de 8,6 % par rapport au F CFP. La Reserve Bank of NZ a décidé, le 26 juillet, de laisser son taux directeur inchangé à 2,50 %.

Hausse du prix des transports

Les prix à la consommation augmentent légèrement de 0,4 % au deuxième trimestre, stimulés par la forte reprise des prix des transports (+3,5 %), notamment des tarifs aériens impactés par la revalorisation de la « surcharge carburant ». A l'inverse, les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées diminuent de 0,8 %.

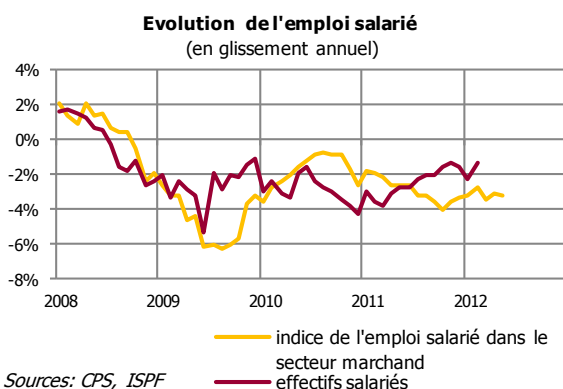
En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation progresse de 0,6 % sous l'impulsion des prix des produits alimentaires (+1,2 %) et des services (+0,7 %). En revanche, les prix des produits manufacturés se maintiennent (-0,1 %).



Stabilisation de l'emploi

L'indice de l'emploi salarié marchand se stabilise à fin mai sous l'effet d'évolutions contrastées. L'emploi croît sensiblement dans le secteur de l'hôtellerie qui connaît un regain d'activité et plus modérément dans celui du commerce, avec le développement d'une enseigne de grande distribution. En revanche, dans les autres secteurs, il ralentit, avec un recul très marqué dans le secteur de la construction.

En glissement annuel, l'emploi diminue de 2,7 %. La baisse affecte l'ensemble des secteurs, à l'exception de l'hôtellerie pour lequel on observe une légère hausse (+1 point). Le BTP reste le secteur le plus impacté avec un repli de 12,3 points.



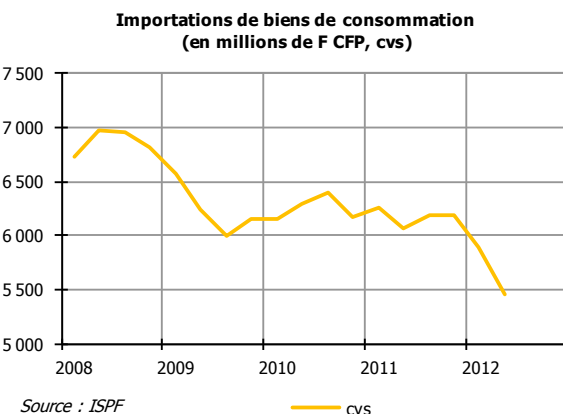
Poursuite du ralentissement de la consommation des ménages

La consommation des ménages continue de ralentir.

Les professionnels du commerce font de nouveau état d'une détérioration de leur activité dans l'enquête de conjoncture. Ils déplorent des tensions de trésorerie toujours vives qu'ils imputent à des délais de paiement plus longs de leur clientèle.

Cette évolution négative est confirmée par celle des importations de biens de consommation qui reculent de 7,5 % (CVS). Cette baisse est encore plus significative si l'on ne considère que les biens d'équipement ménagers, qui accusent un net repli de 16,6 % (CVS). Un recul des immatriculations de véhicules neuf est également observé sur la période (-7,6 %, CVS).

Les encours de crédit à la consommation restent en retrait (-1,1 % entre fin mars et fin juin). Le taux de créances douteuses brutes des ménages progresse à 8,3 % contre 7,8 % au premier trimestre.

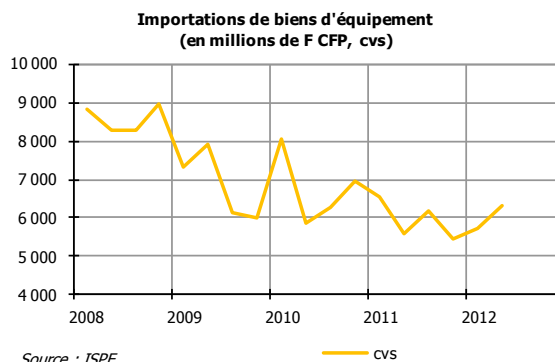


Peu de perspectives d'investissements

Ce trimestre, les importations de biens d'équipement augmentent de 9,9 % (CVS) grâce aux investissements en infrastructures de téléphonie mobile, liés à l'installation d'un nouvel opérateur. Hormis ces dépenses exceptionnelles, les entreprises n'ont que très faiblement investi, ne procédant qu'au renouvellement de leurs équipements.

Les chefs d'entreprises sont très pessimistes pour l'année 2012, leurs prévisions d'investissements s'orientant à la baisse dans l'ensemble des secteurs d'activité, hormis dans le secteur primaire où elles semblent plus favorables.

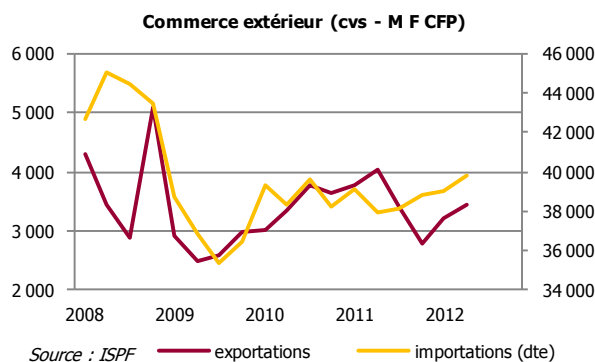
En revanche l'investissement des ménages se stabilise à l'instar de la production de prêts immobiliers (+1,8 % sur le trimestre considéré).



Reprise du commerce extérieur

Les importations progressent de 2,1 % sur le trimestre (CVS). Cette progression résulte principalement de la hausse des importations en produits énergétiques et en biens d'équipement. En effet, les volumes de produits pétroliers raffinés achetés s'accroissent tandis que dans le même temps, leur prix moyen se revalorise de 9,4 % (brut).

Les exportations confirment le dynamisme affiché au premier trimestre et augmentent de 7,4 % (CVS). Cette embellie est à mettre à l'actif des exportations de perles brutes, de monoï et de jus et purée de nono. Après une hausse au premier trimestre, les exportations de poissons et de crustacés régressent (-24,9 %, CVS) tout comme les exportations de vanille et de produits agroalimentaires.



Au total, le déficit du solde du commerce extérieur s'établit à 36,4 milliards de F CFP après 35,8 milliards de F CFP au trimestre précédent.

AMÉLIORATION DE L'ACTIVITÉ DU TOURISME

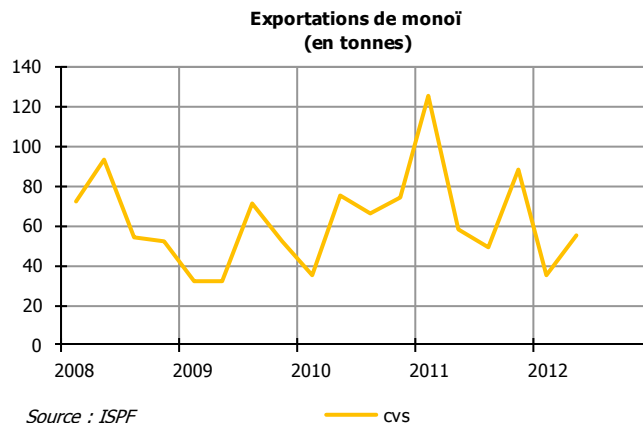
L'ensemble des secteurs de l'économie polynésienne subissent une dégradation de leur activité, à l'exception des secteurs de l'industrie et de l'hôtellerie. Pour le troisième trimestre, aucune reprise d'activité n'est envisagée. Seul le secteur touristique semble échapper à cette tendance globale.

Le ralentissement de l'activité dans le **secteur primaire** se poursuit, contraignant les chefs d'entreprises à diminuer leurs effectifs afin de maîtriser leurs charges.

Les exportations de poissons et crustacés, les exportations de vanille et la production de coprah reculent respectivement de 24,9 %, 18,1 % et 5,7 % (CVS) contrairement au volume d'exportation de perles brutes qui croît de 23,4 % (CVS).

L'activité du secteur devrait se stabiliser au troisième trimestre.

Dans l'**industrie**, l'activité se stabilise. Les exportations de jus et purée de nono progressent (+7,7 %, CVS), de même que les exportations de monoï (+59,7 %, CVS). A l'inverse, les exportations de produits agroalimentaires sont en retrait (-9,1 %, CVS), ainsi que la production d'huile de coprah (-14,9 %, CVS) et les importations de biens intermédiaires (-6,0 %, CVS).



Le secteur du **BTP** reste marqué par une faiblesse de l'activité et des difficultés de trésorerie liées à l'allongement des délais de paiement. Dans ce contexte, les chefs d'entreprises sont contraints d'ajuster leurs effectifs à la baisse et mettent en place une gestion restrictive des stocks de matières premières dans le but de contenir l'évolution de leurs charges d'exploitation.

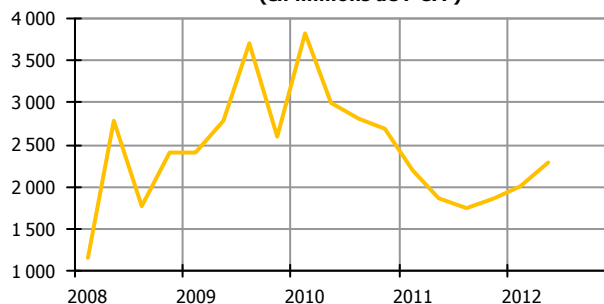
L'évolution des importations de produits liés au bâtiment et aux travaux publics (-8,5 % pour le ciment, -3,1 % pour le carrelage, -15,5 % pour le bois transformés et -95,6 % pour le bitume, en volume et en cvs) illustre la faiblesse de leur carnet de commandes.

Seules les dépenses liquidées par la Direction de l'équipement augmentent (+14,1 %, CVS) tout en restant à un niveau insuffisant pour soulager la trésorerie des entreprises du secteur.

Les professionnels du **tourisme** font état d'une amélioration de leur activité dans l'enquête de conjoncture, ce qui a été favorable à l'emploi. La fréquentation touristique progresse de 3,1 % (CVS) ; cette croissance concerne l'ensemble des marchés émetteurs. Par ailleurs, le Conseil des professionnels de l'hôtellerie (CPH), représentant 20 hôtels classés, relève également une hausse du coefficient moyen de remplissage : 58,1 % après 47,7 % au premier trimestre 2012.

Les prévisions d'activité pour le troisième trimestre s'orientent à nouveau favorablement, entraînant une augmentation des effectifs et une stabilisation de leur trésorerie.

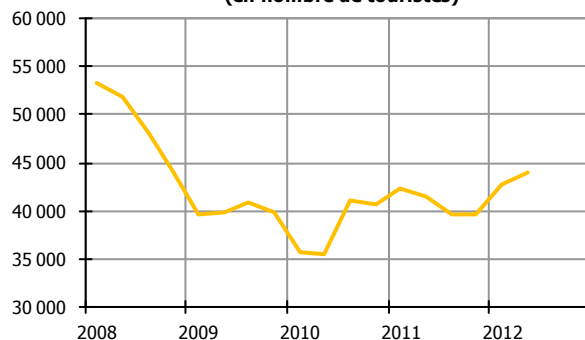
Dépenses liquidées par la Direction de l'Équipement
(en millions de F CFP)



Source : Dir. Equipement

— cvs

Fréquentation touristique
(en nombre de touristes)



Source : ISPF

— cvs

Contrairement aux anticipations formulées au trimestre précédent, l'activité dans le secteur des **services** connaît un nouveau déclin, lié à la faiblesse des carnets de commandes. Les perspectives du secteur demeurent très incertaines, laissant présager un nouveau ralentissement de l'activité.

NOUVEAUX RISQUES SUR LA REPRISE MONDIALE

Dans un contexte d'incertitudes toujours fortes, la reprise de l'économie mondiale montre de nouveaux signes de faiblesse. La croissance de l'économie américaine ralentit au deuxième trimestre (+0,4 % par rapport au trimestre précédent après +0,5 %), les exportations étant affectées par l'essoufflement de la demande adressée par la zone euro alors que la demande intérieure pâtit du désendettement des ménages américains. La croissance marque également le pas dans différents pays émergents, notamment le Brésil, la Chine et l'Inde, en raison de la poursuite de la dégradation de l'environnement international, du resserrement de leurs politiques monétaires et d'une moindre confiance des investisseurs internationaux.

La crise de la dette souveraine continue de se propager. Les PIB de la zone euro et de l'UE27 reculent de -0,2 % au deuxième trimestre de 2012 par rapport au trimestre précédent, après une stagnation au premier trimestre. Cette baisse touche particulièrement les pays du Sud de l'Europe, mais également quelques pays du Nord comme la Belgique (-0,6 %) et la Finlande (-1 %). La progression du chômage (11,2 % en juin 2012) devrait se poursuivre en lien avec la baisse de la production industrielle de la zone euro (-2,1 % en glissement annuel en juin 2012). Les analystes anticipent la poursuite de la contraction de l'activité au prochain trimestre qui provoquerait l'entrée de la zone euro en récession. Lors de sa réunion du 2 août 2012, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés.

En France, la croissance du PIB est restée nulle pour le troisième trimestre consécutif.

Les annexes statistiques sont maintenant téléchargeables sur le site www.ieom.fr, sous la rubrique « Publications ».

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : P-Y LE BIHAN – Editeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer : Septembre 2012 – Dépôt légal : Septembre 2012 – ISSN 1968-6277